

Le libertaire

HEBDOMADAIRE ANARCHISTE
9, RUE LOUIS-BLANC. — PARIS (10^e)

Pour l'Administration du "Libertaire" et de la "Revue Anarchiste" s'adresser à SOUSTELLE

Pour la Rédaction du "Libertaire" et de la "Revue Anarchiste" s'adresser à André COLOMER

Chèque postal : Soustelle 516-67 Paris

ABONNEMENTS

POUR LA FRANCE:	POUR L'ÉTRANGER:
Un an . . . 10 fr.	Un an . . . 15 fr.
Six mois . . 5 fr.	Six mois . . 8 fr.

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Guerre ou Révolution?

Que nous préparons les événements internationaux d'aujourd'hui. Hâtent-ils la venue d'une Révolution émancipatrice pour les exploités, vont-ils embraser l'Europe puis le monde entier de cette flamme de purification que nous souhaitons afin de nous libérer des vieilles institutions d'autorité et d'exploitation? Ou bien ne feront-ils que renouveler, avec d'autres formules et une complexité plus grande encore dans l'horreur, la Turbie Mondiale?

En tout cas, les Anarchistes doivent être prêts à affronter le choc des faits sociaux, quels qu'ils soient — sans avoir rien à renier de leurs idées. Ils doivent aussi des maintenant faire tous leurs efforts pour que les travailleurs voient clair sur la route qui s'ouvre devant eux et qu'ils ne cessent jamais de conserver cette lucidité propre à leur éviter les tragédies de 1914.

Dans la Ruhr, le brigandage du capitalisme français uni à la rapacité des gros industriels allemands a créé une situation de misère intolérable pour les ouvriers. De vastes mouvements de grève se sont déclenchés. Pour toute réponse, les patrons ont lancé contre les grévistes des bandes fascistes qui ont assailli les réunions ouvrières. Les mineurs se sont défendus. C'était l'insurrection. Et voici les deux gouvernements ennemis prêts à se tuer. Cuno et Poincaré fraternisent sur les cadavres des producteurs de la Ruhr. Le gouvernement allemand s'est adressé au général Dauterive en lui demandant d'autoriser l'envoi dans la Ruhr de soldats déguisés en policiers. Le gouvernement français a accédé à la demande de Cuno. Il a en outre donné l'ordre aux autorités d'occupation d'intervenir par la force des armes contre les grévistes.

Cependant des villes entières restaient aux mains des insurgés. Une révolution semblait bien devoir gagner de commune en commune toute l'Allemagne industrielle.

Mais, voici que les dernières nouvelles apportent un autre son de cloche. L'Humanité du 31 mai nous apprend que les grèves perdent peu à peu leur caractère insurrectionnel « grâce à l'action exercée par le Parti Communiste allemand qui, dès le jour où la grève fut violente, a multiplié ses appels aux grévistes de la Ruhr pour les inciter au calme ». Et l'informateur officiel du bolchevisme conclut :

« Le Parti Communiste d'Allemagne a suffisamment d'expérience et la population ouvrière de la Ruhr en particulier a été assez éprouvée pour ne pas gaspiller les forces de ses militants. Si après la courte effervescence produite par les provocations des milices bourgeoises, les ouvriers se sont ressaisis, c'est donc grâce à la sage politique de la Centrale du Parti Communiste allemand et uniquement grâce à elle ».

Ainsi, c'est le parti révolutionnaire lui-même qui se vante d'avoir anéanti le foyer d'agitation duquel pouvaient partir les flammes de la Révolution en Allemagne.

Pourquoi cette attitude de temporisation qui semble contredire les dires mêmes du parti qui la prend? Pourquoi cette crainte de l'immulsion révolutionnaire, pourquoi cette couverture de méthode jetée sur les faits insurrectionnels par les bolchevistes d'Allemagne?

Tout s'explique, si nous prenons la peine de jeter nos regards au delà de la Ruhr et, semblable en cela à nos politiciens en communisme, si nous oublions les actes locaux du prolétariat pour ne plus penser qu'à la politique des dictateurs du Proletariat.

Les manifestes du Parti communiste et de la C. G. T. U. font appel aux prolétaires pour défendre la République des Soviets contre les attaques du gouvernement britannique. Un conflit anglo-russe est suspendu sur la tête des hommes du monde entier comme une nouvelle menace de guerre. Le litige se terminera-t-il par un accord entre les deux gouvernements ou par une guerre mondiale? Voilà toute la question.

Très habilement, les journalistes du bolchevisme s'efforcent de maintenir la confusion entre la Révolution russe et la République actuelle des Soviets et ils vont se lamentant : « L'innérentisme bourgeois de l'Angleterre veut assombrir la Révolution prolétarienne ! »

Mais l'Etat russe n'est pas la révolution. Et la République des Soviets n'est plus autre chose que l'Etat russe. Elle a cessé d'être un foyer de révolution pour devenir un nouveau centre d'ordre et de répression.

Il était un temps encore où nous eussions compris que les travailleurs défendissent la République des Soviets, même sous sa forme bolcheviste, c'était quand elle restait en lutte ouverte contre tous les Etats du monde, quand elle s'opposait par la violence aux violences du blocus et des agressions armées, quand elle n'accablait le fait d'aucun gouvernement bourgeois. Mais aujourd'hui cette République a ses représentants diplomatiques auprès des Etats les plus réactionnaires. Elle participe aux

Conférences qui doivent fixer le statut légal des nations officiellement reconnues. Elle défend ses intérêts territoriaux et ses privilèges nationaux sur un pied d'égalité avec les Etats étrangers. Elle a un pouvoir fixe, des ministères établis. Elle a une armée permanente. Elle peut faire la guerre ou la paix. La République des Soviets porte aujourd'hui comme les autres Etats sa part lourde de responsabilité dans l'insécurité du monde pour les travailleurs. Instrument d'autorité, elle est, à l'égal de tous les pouvoirs, un danger social pour l'individu producteur. Pourquoi voudrait-on que celui-ci ait à se sacrifier pour elle quand il voit en elle l'ennemi de sa cause, de son bien, de sa vie?

Il ne faut donc pas s'étonner de constater la carence des partis bolchevistes dans tous les mouvements spontanés d'insurrection prolétarienne. Pourquoi voulez-vous que le parti central communiste d'Allemagne ou celui de France, ou de tout autre pays ait la volonté d'attiser ou d'allumer des foyers locaux de révolution qui risqueraient de compromettre la stabilité et la puissance de ce centre d'autorité qu'est Moscou? Pourquoi voulez-vous qu'ils aient intérêt à ce que le prolétariat d'une région trouve en lui-même les causes et les bénéfices de son émancipation? Le salut ne peut et ne doit venir que de Moscou. Hors de Moscou, c'est la damnation, la perdition et la calamité. Attendez tout de Moscou qui nous dictera la loi de notre bonheur et les moyens pour y atteindre.

Etouffons l'insurrection des grévistes de la Ruhr. Châtrons le syndicalisme révolutionnaire en France. Faisons se courber les têtes et préparons les cœurs soumis au seul fait souhaitable pour un vrai révolutionnaire selon la formule des gouvernements de Moscou : la Guerre Sainte, la Grande Guerre, la dernière des Guerres, la Guerre pour l'Émancipation du Proletariat (comme celle de 1914-1919 fut la guerre pour la libération des Peuples), la Guerre ou des millions de prolétaires se feront massacrer pour le triomphe de l'Armée rouge, pour la gloire historique de ses généraux et pour établir en France la dictature de politiciens formés à l'école de Moscou.

A moins que... les travailleurs de la Ruhr, ne se laissant pas chapitrer par les marchands de politique, ne se laissant plus endormir par les fabricants d'« intérêt général » et par les charlatans en Révolution, interdisent aux chefs du parti communiste de « freiner le mouvement » et, poussant jusqu'en leurs conséquences logiques leurs révoltes d'affamés, fassent pratiquement œuvre de révolutionnaires en s'emparant quartier par quartier, commune par commune, des moyens de consommation et de production qui leur appartiennent.

Et ici les Anarchistes diront aux ouvriers français : « Imités vos frères d'Allemagne. Faites votre révolution chez vous, par vous-mêmes. C'est encore le meilleur moyen d'aider la Révolution universelle ».

Hors de cela il n'y a qu'autorité, dictature, armée, guerre, misère et réaction.

André COLOMER.

FEDERATION ANARCHISTE DE LA REGION PARISIENNE

Samedi 9 juin 1923

à 21 heures,

49, rue de Bretagne

Assemblée Générale Extraordinaire

Ordre du jour :

Comité d'Action ;

Discussion sur les dernières manifestations ;

Vitalité de la Fédération ;

Nomination d'un Comité d'Initiative.

Présence nécessaire de tous les camarades.

LE SECRETAIRE.

Le geste généreux de Jane Morand

Jane Morand nous avait fait savoir qu'elle continuait la grève de la faim pour obtenir la mise au régime politique de Marty, de Cottin et de Germaine Berton.

Ideée généreuse, admirable idée qui se concrétisait en un geste héroïque, en un sacrifice sublime. Mais nous avons pensé, nous qui sommes dehors qu'il nous appartenait plutôt qu'à une prisonnière d'obtenir, par notre propagande et par notre action quotidienne, la libération des chers détenus.

Aussi avons-nous supplié Jane Morand de ne pas persister dans une grève de la faim que nous prévoyons sans issue assez proche pour éviter la mort de celle qui s'y livrait.

Longtemps, Jane Morand a résisté à nos conseils. Mais, à force de prières et d'instances, nous avons finalement obtenu, à son dixième jour de jeûne, qu'elle consentit à mettre un terme à ses souffrances.

C'est un peuple, maintenant, de comprendre la leçon qui lui fut donnée par une femme, par une prisonnière.

Amnistie! Amnistie!

RÉPRESSION FÉROCE Qu'il prenne des douches!

Quinze mois de prison à Loréal Huit mois à Chauvin, six mois à Lentente

Mardi dernier étaient traduits devant la 11^e Chambre nos camarades Chauvin, Albertini, Loréal et Lentente. Chauvin, qui faisait défaut, fut condamné à huit mois de prison pour une simple note parue dans le Libertaire et par laquelle s'exprimaient les remerciements de Germaine Berton aux camarades qui lui avaient manifesté leur solidarité.

Louis Loréal, encore pâles et amaigris par la grève de la faim qu'il avait endurée ces jours-ci, Albertini, malade des suites de son jeûne, ne pouvait quitter son lit d'hôpital.

Declaration de Loréal

Notre ami Loréal avait à répondre d'une double inculpation : l'une d'apologie de faits qualifiés crime par son article « Qui, aimons-la ! » écrit en protestation contre l'arrestation de Brutus Mercereau et en faveur de Germaine Berton ; l'autre, d'excitation de militaires à la désobéissance pour avoir écrit ce qu'il pensait des assassinats de la Ruhr et avoir montré dans un antimilitarisme actif le seul moyen d'éviter les conflits armés entre peuples.

Sur la première affaire, Loréal fit une fièvre déclaration, nette, franche, loyale à tour sarcasme et véhémence.

« Vous ne poursuivez pour apologie de fait qualifié crime, dit-il, mais qui vous permet d'appeler crime le geste de Germaine Berton? Est-ce que le jury s'est prononcé à ce sujet? Alors, si Germaine Berton a écrit dans quelle situation vous seriez-vous mis en m'évoyant en prison pour avoir parlé d'un acte qui n'aurait pas été jugé crime? »

« Cependant, je reconnais avoir fait l'apologie du geste de Germaine Berton. Oui, j'admire Germaine. Je suis loin d'avoir oublié de ce sentiment qui m'anime. Mais cela ne regarde moi, et pas vous! »

Puis Loréal expliqua très clairement l'intention de Germaine Berton. « Est-ce un attentat, d'ailleurs? Non : c'est un acte de self defence contre l'Action Française qui ne cesse depuis des années d'attenter à la vie des prolétaires. »

Et comparant son sort de prisonnier à celui réservé par la justice à Léon Daudet et à ses complices, Loréal déclara : « Je ne m'étonne pas de cette différence. Elle est dans l'ordre, car Léon Daudet est le soutien de la réaction française dont vous êtes les valets. Et il conclut : « Vous pouvez me poursuivre. Cela ne changera rien de mes intentions ni de mes idées. Car je ne vous reconnais pas le droit de me juger. »

Declaration de Lentente

Pierre Lentente fut poursuivi pour un article du Libertaire intitulé : « Honte à ceux qui insultent ! »

Quand le président lui demanda ce qu'il a à déclarer, notre ami se dressa sur son banc et, face aux magistrats revêtus de leur toge, déclara : « Germaine Berton et toute sa haine contre les provocateurs de massacre qui ne cessent d'insulter la jeune emprisonnée. »

« Oui, c'est pour défendre Germaine Berton que j'ai écrit mon article, commence-t-il. »

« Et il n'y a pas provocation dans mon article, parce qu'un anarchiste ne saurait provoquer les autres à faire ce qu'il n'est pas lui-même capable d'accomplir. »

« Comme Germaine Berton a agi de sa propre volonté, sans avoir besoin d'être poussée par qui que ce soit, moi-même en écrivant mon article je ne pouvais penser qu'à exprimer ma propre indignation et à affirmer ma propre volonté contre les ignobles pourvoyeurs de chaînes qui ont conduit Germaine à son acte. Car ce sont les appels au crime des royalistes qui l'ont décidée à se sacrifier pour son idéal. »

Lentente lit quelques citations de Maurras et de Daudet démontrant ainsi l'impunité dont jouissent, sous la haute protection de M. Poincaré, les apologistes et les excitateurs de violences quotidiennes. Mais Lentente ne prononce pas plus le nom de Maurras, que celui de Daudet. Anarchiste, il ne saurait réclamer de sanctions légales contre quiconque. Cependant, il proteste contre les persécutions, les arrestations et les condamnations dont les anarchistes, par contre, sont l'objet.

« Et quand nous voyons, en outre, ces individus fouiller et salir la vie privée d'un camarade en prison, nous ne pouvons plus contenir notre révolte et nous crions haut : « Nous en avons assez ! Aux coups, nous répondrons par des coups ! »

« D'ailleurs, tout ce qui est pensée libre se voit baloté, outragé par un Léon Daudet. Notre journal est traité par lui chaque jour d'organe policier et Pierre Hamp, comme nous-mêmes, est accusé d'être vendu à Lébretton. »

Cet homme peut calomnier tout à son aise. Quel qu'il dise et qu'il fasse, il sera le maître du pays par la grâce de M. Poincaré.

Le Réquisitoire ou Par frousse de Léon Daudet

Le substitut Frémicourt ne brille pas par le courage. Ce fonctionnaire de Poincaré se voit récemment émus et menacé par l'Action Française pour n'avoir pas été suffisamment sévère à l'égard de notre ami Brutus Mercereau. Il a pris sa revanche

cette semaine en prononçant contre Loréal et Lentente un réquisitoire ridiculement et odieusement haineux.

Parlant aux accusés, il leur dit : « Vous n'avez pas le droit de vous réclamer des idées de fraternité et d'amour vous qui vous faites les apologistes d'un crime le plus odieux des crimes. Ici nous sommes les défenseurs de ces idées dont vous vous réclamez et c'est en les invoquant que nous demandons votre condamnation. »

Lentente (dressé à son banc) : « Ce n'est pas un crime, la guerre? Le substitut Frémicourt, blême de rage, insulte nos amis en les présentant comme des êtres ancestraux malfaisants et contre lesquels la société doit se défendre impitoyablement. »

« Songez, dit-il, aux effets désastreux que peuvent produire de tels articles dans l'esprit des jeunes lecteurs du Libertaire! Il conclut en menaçant Loréal de la rélegation.

Plaidoirie d'Henry Torrès

M. Henry Torrès, avocat de Loréal, fit une magnifique plaidoirie, toute de puissance et d'ironie.

Reprenant l'argument du ministère public qui reprochait aux accusés anarchistes d'avoir fait un réquisitoire et de s'être dressés en accusateurs, Torrès déclara : « Nous ne demandons à personne aucun châtiment. Les complaisances individuelles nous ont servi avec l'Action Française, nous sommes prêts à les régler individuellement. »

Puis Torrès démontre le contraste scandaleux entre les poursuites intentées contre les uns et l'impunité triomphante dont jouissent les autres.

Il lit notamment des textes de Maurras et de Daudet, puis insiste sur le cas de la Voix Nationale, feuille distribuée gratuitement, dans laquelle on pouvait lire, sous la signature de Charles Sancerme, des appels directs au meurtre contre la personne d'Ernest Laifont.

« Et Torrès s'exclame : « M. le procureur de la République plaint les jeunes lecteurs du Libertaire qui peuvent être entraînés par les écrits de Loréal et de Lentente, mais il oublie volontairement de plaindre les jeunes camelots du roi qui peuvent, à leur aise, lire des provocations dans les colonnes de l'Action Française. »

« Le procureur de la République a reproché aux anarchistes leur orgueil et leur fougue. C'est tout à leur honneur. Leur orgueil prouve leur attachement à leurs idées. Ces hommes ne sont pas les êtres de haine que vous avez décrits. Ils sont capables de générosité même à l'égard de leurs adversaires. Ils l'ont prouvé en faisant la grève de la faim pour des communistes. Mais, indignés par les crimes de l'Action Française, ils sursautent et se montrent prêts à l'action. Leur admiration pour Germaine Berton vient de tout ce qu'ils connaissent des raisons qui ont poussé cette jeune fille à accomplir son geste. Ils la savent désintéressée comme eux-mêmes et ils voient les mobiles ignobles que Léon Daudet et Maurras lui prêtent. »

Plaidoirie d'Ernest Laifont

Ernest Laifont parle pour Lentente avec finesse, ironie et émotion.

Evokant l'affaire Ebolot, il dit : « Ces anarchistes sont dedans pour avoir écrit. D'autres sont dehors pour avoir frappé. Le ministère public n'a pas le droit, avec ça, de parler d'ordre public. »

« L'Action Française a pu célébrer l'assassinat de Jaurès sans que des poursuites l'aient inquiétée. »

« Le Matin a pu faire l'apologie du meurtre de Vorovski, sans que le parquet s'émue. »

« L'article de Lentente, d'ailleurs, n'est pas de la provocation, mais de la légitime défense. Il a répondu aux insultes de Germaine Berton. »

« Mais vous n'avez fait qu'obéir aux ordres de Léon Daudet. Les poursuites, nous le savons, ont été excitées par l'Action Française. Et vous voudriez que ces militants n'aient pas le droit de se plaindre des mouchards qui les ont conduits en prison? »

« Vous prétendez, Monsieur le substitut, qu'ils n'ont pas le droit de parler de fraternité. Peut-être convient-il de demander la rélegation pour les autres, afin d'avoir le droit de parler de fraternité! »

Loréal tire une conclusion énergique

Comme on l'interroge sur la seconde affaire pour laquelle il est inculpé de provocation de militaires à la désobéissance, Loréal s'exclame ironiquement :

« Tout à l'heure, on me poursuivait parce que j'avais fait l'apologie d'un crime. Maintenant on me poursuit parce que j'ai protesté contre un crime : l'assassinat des ouvriers d'Essen. »

« Je ne comprends plus. Ou plutôt je comprends que vous jouez à votre fantaisie des idées de fraternité! »

Monsieur le substitut, vous me parlez de vous dire que je m'en fous. Ce n'est pas ça qui m'empêchera de penser suivant ma conscience et d'agir suivant mes idées. »

Un jugement servile

Les ordres, étaient donnés. Un jugement sévère, inique, devait satisfaire le fou sanguinaire du roi et de son avocat M. Poincaré.

Loréal fut condamné à QUINZE MOIS DE PRISON et Lentente à six mois de la même peine.

Vive l'anarchie!

On épilogue à perte de vue sur les causes qui ont amené l'effondrement sanglant de la Commune. C'est une pitoyable querelle qui se fait entendre chaque année, quand la dernière semaine de mai rappelle au souvenir de tous les révolutionnaires le magnifique exemple de ceux qui moururent les armes à la main, en opposant à la soldatesque versaillaise une résistance d'autant plus héroïque qu'elle était désespérée.

Signaler les causes qui ont eu pour conséquence l'odieuse massacre des Communards est une de ces tentations auxquelles ne résiste pas la plume de ceux qui, atteints d'une phobie spéciale, cèdent instinctivement à leur affligeante obsession.

Il fut un temps où, sans rime ni raison, certains gens s'exclamaient, en manière de conclusion : « C'est la faute à Voltaire ; c'est la faute à Rousseau ! ». J'ai connu un Drumont qui, trois cent soixante-six fois, quand l'année était bissextile — chargeait les Juifs de tous les péchés, même et surtout de ceux auxquels les fils d'Israël étaient manifestement étrangers. Nous connaissons tous un Léon Daudet dont le cerveau endommagé ramène tout au Caillanisme, à l'Antifrance, à la Police et à l'Anarchie.

Je commence à craindre que le Secrétaire général de la C.G.T.U. ne soit atteint du même mal et comme, malgré tout, je n'ai pas perdu toute amitié pour lui, je crois bon de lui signaler l'affection qui le mine, dans l'espoir que, s'il en est encore temps, il se soignera. Il ne peut plus prendre la parole ou la plume sans accuser les Fédéralistes, les Autonomes et les Anarchistes d'être les pelés, les galeux d'où est venu, d'où vient et d'où viendra tout le mal. Et il va de soi que, pour en arriver à cette mirifique et sempiternelle conclusion, toutes les circonstances lui sont bonnes.

Il n'est donc pas surprenant que, à l'occasion de la Semaine Sanglante et des Souvenirs qu'évoque l'écrasement du mouvement communiste de 1871, ce maniaque eût empoigné son orgue de barbarie et fait retentir l'air des rengaines qui lui sont accoutumées.

Je sais bien que celles-ci ne larderont pas à n'être prises au sérieux par personne et qu'il voudrait peut-être mieux les laisser purement et simplement tomber. Toutefois, il est des circonstances où elles sont tellement déplacées qu'il est impossible de les accueillir par le dédain qu'elles méritent.

Donc, dans un de ces articles dont il a — malheureusement pour lui et bienheureusement pour nous — le secret, Monmousseau, parlant de la Commune, s'exprime ainsi :

« Nous ne devons pas seulement commémorer la Commune les yeux fixés sur l'héroïsme de ses combattants ; il nous faut aussi saisir clairement les causes de sa défaite. »

« L'épilogue de la Commune comporte, à ce sujet, un enseignement précieux à l'usage de certain militantisme en délirance. »

« La Commune ne pouvait triompher qu'en brisant l'armée de Versailles, grâce à une forte unité de pensée dominant et dirigeant la tactique de tous ses militants, et en étendant son action aux centres ouvriers dans toute la France. »

« Elle est morte, prisonnière de son cercle de fer, victime de son indiscipline et des contradictions idéologiques qui se donnaient libre cours en son sein. »

Et plus loin :

« Entre certaines dissidences, certaines minorités anarchiques d'aujourd'hui et les communistes utopiques d'hier, quelle frappante et quel désastreuse identité d'intentions, de formules et de chimères ! Les uns et les autres, dénués de tout sens pratique, imbus jusqu'à l'aberration du respect individuel ou localiste, partisans insensés de la décentralisation à tout prix, du fédéralisme à courte vue, de l'AUTONOMIE (je respecte l'orthographe de l'article de la V. O.) de l'indépendance des communes, groupements, sous-communes, arrivèrent en arrivant à mort, le cas échéant, au pillage de clans minuscules, rivaux et bientôt adverses, que rien ne soudait les uns aux autres ; ni l'unité de doctrine, ni l'unité de tactique, ni l'unité d'idéal. »

« Et, encore une fois, sans le salut de la dictature prolétarienne, ce serait la débâcle ! »

Nous y voilà. Ainsi, si la Commune a été noyée dans le sang, c'est parce qu'elle n'a pas institué la dictature prolétarienne ; la dictature l'eût sauvée.

Vaut-il la peine de discuter sérieusement de tels enfantillages? Convenait-il de prendre au sérieux l'idée fixe —

Maupassant et Renan condamnés ou la libération du travail

Guy de Maupassant et Renan ont comparu hier devant la 11^e Chambre correctionnelle de la Seine, sous les espèces de trois afficheurs syndiqués, Bessard, Baudet et Chiertrain, poursuivis pour avoir placardé des extraits de ces illustres écrivains... subversifs!

Provocation au meurtre! Illostrocs de militaires à la désobéissance dans un but de propagande anarchiste! Telle était la prévention relevée contre les modestes ouvriers qui se contentèrent de placarder l'affiche annonçant le meeting des Jeunes syndicalistes.

M. Létrange a déclaré, une fois de plus, la compétence de la juridiction correctionnelle, et attendit que ni Guy de Maupassant, ni Ernest Renan ne fussent parties, de leur vivant, d'organisations anarchistes!

Le tribunal, joignant l'incident au fond, s'est déclaré compétent et a condamné par défaut les trois afficheurs à deux mois d'emprisonnement et 100 francs d'amende.

araignée ou hanneton — qui ravage présentement les méninges de leur auteur?

Pauvres de nous ! Nous estimions que la chute de la Commune était due à d'autres causes.

Par exemple : aux origines patriotiques du mouvement du 18 mars, qui devaient étonner et paralyser par la suite toute l'action insurrectionnelle ; à l'insuffisance des éléments socialistes révolutionnaires, trop peu nombreux pour faire prévaloir, au sein du gouvernement, la nécessité et l'urgence des mesures décisives ; à l'aspect de la propriété et des privilèges capitalistes, porté au plus haut point par le gouvernement de la Commune qui, pour rassurer le gouvernement régulier réfugié à Versailles, fit transporter, sous escorte, dans cette ville, l'argent de la Banque de France ; à l'épuisement d'une grande cité sortant d'un hiver exceptionnellement rigoureux et d'un siège rude et prolongé ; à l'encerclement d'une capitale immense privée de toute communication de tout secours et de tout ravitaillement ; au découragement jeté dans la population par l'échec réitéré des sorties tentées dans le but de briser le cercle infernal ; à des incessantes, stériles et violentes querelles des chefs ambitieux et intriguants se disputant le Pouvoir et les galons ; à la disproportion des forces en présence, celles de Paris s'annulant de jour en jour et celles de Versailles grossissant sans cesse ; à la trahison se mettant, dès le 20 mai, au service de Thiers et de Galliflet et ouvrant Paris à leurs hordes, etc. etc.

En bien ! Non. Le sagace historien qui écrit dans la V. O. déclare que tout cela ne compte pas. Une seule chose compte : c'est la Dictature. C'est cette « panacée » qui a manqué à la Commune pour se sauver.

Pardonne-moi, compagnon, de l'avoir si longtemps entretenu de telles pauvretés. Elles n'ont d'intérêt que parce que, ayant écrit que le secrétaire général de la C. G. T. U. est en proie à une sorte d'obsession, j'étais tenu d'en faire la preuve. Ça y est.

Il est regrettable qu'un militant qui, par ailleurs, ne manque pas de qualités, soit à ce point malade. Ce qui est grave, c'est que ce militant soit, par sa fonction, à la tête de la C. G. T. U., et qu'il y reste.

Si je pensais que Monmousseau ait eu pleinement conscience de l'incongruité qu'il a commise en publiant cet article (Vie Ouvrière, n° 214, 25 mai 1923), je n'hésiterais pas à dire que cet article, qui ne fait pas honneur à ses facultés de discernement et d'observation, fait encore moins honneur à son tact et à ses sentiments.

Il convie le prolétariat parisien à manifester en Souvenir de la Commune, et il présente les Communistes comme des « utopistes dénués de tout sens pratique, imbus jusqu'à l'aberration de... partisans insensés de... (voir la citation ci-dessus). Ne discerne-t-il pas l'incongruité qu'il y a dans le fait de traiter les gens de fous et d'inviter le prolétariat à glorifier ces déments ?

Il convoque, au Mur des Fédérés, les révolutionnaires de toutes les tendances, et il tire argument de la Commune pour accabler de ses sarcasmes les adeptes du Fédéralisme, de l'Autonomie, de l'Anarchisme. Ne voit-il pas que c'est là une façon bizarre d'inviter ceux-ci à venir glorifier l'œuvre de la Commune ?

J'ajouterais que, lorsque Monmousseau a écrit — je ne dis pas « fait paraitre » mais « écrit » — cet article, qui est nettement dirigé contre les Anarchistes, il y avait, à la prison de la Santé, de Saint-Lazare et de Rennes sept détenus anarchistes, dont deux femmes, qui n'avaient rien à réclamer pour eux-mêmes, faisaient, depuis plus d'un an, la grève de la faim, uniquement pour se solidariser avec deux communistes : Hoellien et Péri.

Monmousseau a-t-il senti tout ce que comportait de vilénie son désir de disqualifier, à un tel moment et en une telle circonstance, la doctrine, la tactique et l'idéal en raison desquels sept anarchistes sont incarcérés par leurs adversaires de classe ?

Mais non ! Je suis certain que le secrétaire général de la C. G. T. U. n'a pas eu conscience des incongruités et de la vilénie dont il s'est rendu coupable. Il s'est laissé aller à la phobie dont il est victime ; c'est tout.

100

100

